

MANUEL DE COOPERATION TECHNIQUE CONCERNANT
LES PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NOTIFICATION

Accord sur les sauvegardes

1. La présente section du Manuel concernant les prescriptions en matière de notification couvre les obligations de notification découlant de l'Accord sur les sauvegardes. Elle comprend cinq parties:

- Partie I: Aperçu des prescriptions en matière de notification
- Partie II: Liste des obligations de notification
- Partie III: Documents concernant les lignes directrices et les modèles de présentation
- Partie IV: Exemples fictifs de notifications
- Partie V: Texte de l'Accord

2. Pour les pays accédants, les délais pour la présentation des notifications seront définis dans les Protocoles d'accession.

Note: Le Manuel concernant les prescriptions en matière de notification ne constitue pas une interprétation juridique des obligations de notification découlant des accords couverts. Il a été préparé par le Secrétariat dans le but d'aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations de notification.

SG-I

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

**APERCU DES PRESCRIPTIONS EN MATIERE
DE NOTIFICATION**

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

1. L'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes énonce de nombreuses prescriptions en matière de notification qui prévoient, pour l'essentiel, que les Membres doivent notifier la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde provisoire ou définitive, les résultats des consultations requises au titre de l'Accord ainsi que l'existence de mesures dont l'élimination et la prohibition sont prescrites par l'Accord et les projets visant à les éliminer. Des modes de présentation des notifications ont été approuvés par le Comité des sauvegardes; certains sont reproduits de façon succincte dans le document G/SG/1. En outre, le Comité a publié six demandes de notifications spécifiques dans les documents G/SG/N/1 à G/SG/N/6.

2. L'**article 12:6** exige la notification du texte intégral et unifié de la législation pertinente. Une demande dans ce sens a été distribuée sous la cote G/SG/N/1 et Suppl. 1. La date limite de présentation de cette notification était fixée au 15 mars 1995, mais les Membres peuvent encore notifier leur législation et sont invités à le faire.

3. En vertu de l'**article 12:7**, les Membres devaient notifier pour le 2 mars 1995 au plus tard les mesures de sauvegarde imposées au titre de l'article XIX qui existaient encore au 1er janvier 1995. Ils devaient également notifier, pour la même date, toute mesure de la zone grise prohibée en vigueur le 1er janvier 1995. Les modes de présentation de ces notifications figurent dans les documents G/SG/N/2 et G/SG/N/3.

4. L'**article 11:2** permet à chaque Membre de maintenir jusqu'au 31 décembre 1999 une mesure prohibée. Les Membres devaient notifier la mesure qu'ils envisageaient de maintenir pour le 31 mars 1995 au plus tard. Le mode de présentation de ces notifications figure dans le document G/SG/N/4.

5. L'Accord interdit les mesures de la zone grise. Celles-ci doivent être éliminées ou rendues conformes à l'Accord dans un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit accord, à l'exception d'une mesure. En vertu de l'**article 11:2**, les Membres doivent notifier les calendriers à présenter en ce qui concerne l'élimination de ces mesures ou leur mise en conformité avec l'Accord d'ici au 30 juin 1995. Le mode de présentation de ces notifications figure dans le document G/SG/N/5.

6. **Ouverture d'une enquête (article 12:1).** L'Accord fait obligation aux Membres de notifier l'ouverture d'une enquête en vertu dudit accord. Le mode de présentation de cette notification, indiquant les renseignements à fournir, figure dans le document G/SG/N/6.

7. L'Accord prévoit que, dans certaines circonstances, des mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées à des pays en développement. Un Membre qui n'applique pas une mesure de sauvegarde à un ou à plusieurs pays en développement doit le notifier immédiatement. Le mode de présentation pour cette notification et celle de toute modification de la liste des pays en développement exemptés d'une mesure de sauvegarde figure dans le document G/SG/1 (point I).

8. En vertu de l'**article 12:1 b)**, les Membres doivent notifier la constatation, au cours d'une enquête en matière de sauvegardes, de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations. En vertu de l'**article 12:1 c)**, ils doivent notifier la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde. Le mode de présentation de ces notifications, indiquant les renseignements à fournir et les délais à respecter, figure dans le document G/SG/1 (point II).

9. L'**article 12:4** fait obligation aux Membres d'adresser une notification au Comité avant de prendre une mesure de sauvegarde provisoire. Le mode de présentation de cette notification figure dans le document G/SG/1 (point III).

10. En vertu de l'**article 12:5**, les Membres doivent notifier au Conseil du commerce des marchandises les résultats des consultations menées au titre de l'Accord. Ces notifications seront généralement faites par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes. Elles doivent, si possible, être présentées conjointement par les Membres concernés. Des consultations sont nécessaires lorsqu'un Membre projette d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde (article 12:3) et en ce qui concerne les résultats des réexamens de milieu de période d'application des mesures de sauvegarde (articles 7:4 et 12:5), de la compensation offerte aux Membres visés par les mesures de sauvegarde (articles 8:1 et 12:5) et les suspensions de concessions et d'autres obligations projetées par les Membres visés par les mesures de sauvegarde (articles 8:2 et 12:5). Le mode de présentation de ces notifications, indiquant les renseignements à fournir, figure dans le document G/SG/1 (point IV).

11. **Clôture d'une enquête sans qu'une mesure de sauvegarde soit imposée.** A sa réunion du 6 mai 1996, le Comité est convenu d'adopter un modèle de présentation pour les notifications indiquant qu'une enquête menée au titre de l'Accord sur les sauvegardes est close sans qu'une mesure soit imposée. Le modèle de présentation de ces notifications figure dans le document G/SG/2.

Résumé des obligations de notification énoncées à l'article 12:6

La notification des lois et réglementations nationales relatives aux mesures de sauvegarde doit être présentée à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre qui notifie des lois et réglementations existantes; des notifications sont ensuite présentées sur une base *ad hoc*, lorsque des lois/réglementations sont adoptées ou des modifications apportées.

- a) Les Membres doivent notifier le *texte unifié intégral* de leurs lois, réglementations et procédures administratives dans l'une des langues de l'OMC (français, anglais ou espagnol).
- b) Toute modification apportée aux lois, réglementations ou procédures administratives doit être notifiée dans les moindres délais.
- c) Une notification doit être présentée *même lorsqu'*un Membre n'a ni loi, ni réglementation en la matière.

SG-II

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES
OBLIGATIONS DE NOTIFICATION

ACCORD SUR LES SAUVEGARDESOBLIGATIONS DE NOTIFICATION

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
1.	Accord sur les sauvegardes, article 8:2	Suspension de concessions ou d'autres obligations au titre du GATT de 1994	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point IV d)	Membres de l'OMC	Conseil du commerce des marchandises (par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes - <u>voir</u> article 12:10)
2.	Accord sur les sauvegardes, article 9:1, note de bas de page 2	Non-application de mesures de sauvegarde à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre pour les raisons spécifiées à l'article 9:1	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point I	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
3.	Accord sur les sauvegardes, article 11:2 - 180 jours	Calendriers pour l'élimination progressive des mesures visées à l'article 11:1 b)	Une fois, dans un délai de 180 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (30 juin 1995)	G/SG/N/5	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
4.	Accord sur les sauvegardes, article 11:2 - 90 jours	Exception à la règle générale de l'élimination progressive énoncée à l'article 11:2	Une fois dans un délai de 90 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, pour examen et acceptation (31 mars 1995)	G/SG/N/4	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
5.	Accord sur les sauvegardes, article 12:1 - ouverture d'enquête	Mesures de sauvegarde (ouverture d'une enquête concernant un dommage grave ou la menace d'un dommage grave)	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/6	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
6.	Accord sur les sauvegardes, article 12:1 - constatation	Mesures de sauvegarde (constatation de l'existence d'un dommage grave ou de la menace d'un dommage grave; l'article 12:2 indique la teneur que doit avoir la notification)	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point II	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
7.	Accord sur les sauvegardes, article 12:1 - décision	Mesures de sauvegarde (décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde; l'article 12:2 indique la teneur que doit avoir la notification)	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point II	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
8.	Accord sur les sauvegardes, article 12:4	Mesures de sauvegarde (provisoires)	<i>Ad hoc</i> (avant l'application de la mesure)	G/SG/1, point III	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
9.	Accord sur les sauvegardes, article 12:5 - compensation	Toute forme de compensation visée à l'article 8:1	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point IV c)	Membres de l'OMC participant à d'autres actions	Conseil du commerce des marchandises (par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes - <u>voir</u> article 12:10)
10.	Accord sur les sauvegardes, article 12:5 - consultations	Résultats des consultations entre Membres sur l'application ou la prorogation de mesures de sauvegarde, y compris de mesures de sauvegarde provisoires	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point IV a)	Membres de l'OMC participant à ces consultations	Conseil du commerce des marchandises (par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes - <u>voir</u> article 12:10)
11.	Accord sur les sauvegardes, article 12:5 - réexamen de milieu de période	Résultats des réexamens de milieu de période visés à l'article 7:4	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point IV b)	Membres de l'OMC participant à ces réexamens	Conseil du commerce des marchandises (par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes - <u>voir</u> article 12:10)

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
12.	Accord sur les sauvegardes, article 12:5 - suspension	Suspensions proposées de concessions et d'autres obligations visées à l'article 8:2	<i>Ad hoc</i>	G/SG/1, point IV d)	Membres de l'OMC participant à d'autres actions	Conseil du commerce des marchandises (par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes - <u>voir</u> article 12:10)
13.	Accord sur les sauvegardes, article 12:6	Lois/réglementations et arrangements administratifs et modifications qui y sont apportées (au sujet des langues dans lesquelles doivent être établies les notifications relevant de l'article 12:6, voir document G/SG/N/1)	Une fois, texte unifié intégral, dans les moindres délais après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (15 mars 1995); <i>ad hoc</i> , dans les moindres délais après l'adoption de ces lois, réglementations et procédures administratives, avec mise à jour selon qu'il sera nécessaire	G/SG/N/1 et Suppl. 1	Membres de l'OMC Les gouvernements observateurs communiqueront les renseignements jugés pertinents, y compris la législation, et des renseignements concernant les mesures prises (G/SG/N/1/Suppl.1)	Comité des sauvegardes
14.	Accord sur les sauvegardes, article 12:7 - mesures au titre de l'article 11:1	Mesures au titre de l'article 11:1 décrites à l'article 11:1 b) qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC	Une fois, au plus tard 60 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (1er mars 1995)	G/SG/N/3	Membres de l'OMC (voir ci-dessus la note concernant les gouvernements observateurs)	Comité des sauvegardes

N°	Prescription en matière de notification	Type de mesure	Périodicité	Mode de présentation	Membres présentant les notifications	A adresser à
15.	Accord sur les sauvegardes, article 12:7 - mesures existantes au titre de l'article XIX	Mesures existantes au titre de l'article XIX décrites à l'article 10, qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC	Une fois, au plus tard 60 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (1er mars 1995)	G/SG/N/2	Membres de l'OMC	Comité des sauvegardes
16.	Accord sur les sauvegardes, article 12:9	Mesures de la zone grise non gouvernementales visées à l'article 11:3	<i>Ad hoc</i>	Néant	Membres de l'OMC Volontaire (pas d'obligation de notifier)	Comité des sauvegardes

SG-III

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

DOCUMENTS

G/SG/N/1

G/SG/N/1/Suppl.1

G/SG/N/2

G/SG/N/3

G/SG/N/4

G/SG/N/5

G/SG/N/6

G/SG/1

G/SG/2

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/1

2 février 1995

(95-0185)

Comité des sauvegardes

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

1. En vertu de l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, les Membres doivent notifier dans les moindres délais au Comité des sauvegardes leurs lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde, ainsi que toutes modifications qui y sont apportées.
2. Les Membres sont donc invités à communiquer, dans une langue de travail de l'OMC, leurs lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde. Les Membres qui n'ont ni lois ni réglementations en la matière sont invités à en informer le Comité.
3. Les lois et réglementations reçues en réponse à la demande ci-dessus seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.
4. On trouvera ci-après des suggestions concernant la présentation de ces notifications au titre de l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'ils doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre de l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes

Notification dans les moindres délais au Comité des sauvegardes des lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde, ainsi que de toutes modifications qui y sont apportées

Note: Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

1. Dans la première notification au titre de l'article 12:6, prière de communiquer le texte intégral des lois et réglementations relatives aux mesures de sauvegarde et de notifier les procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde.
2. Indiquer quelles sont les autorités compétentes pour engager et mener les enquêtes.
3. Communiquer le texte à toutes modifications apportées aux lois et réglementations relatives aux mesures de sauvegarde et notifier toutes modifications apportées aux procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/Suppl.1

6 mars 1995

(95-0462)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Supplément

A sa réunion extraordinaire du 24 février 1995, le Comité a décidé que tous les Membres qui disposent de lois et/ou réglementations qui s'appliquent aux mesures de sauvegarde visées par l'Accord notifieraient au Comité, pour le **15 mars 1995**, le texte intégral des lois et/ou réglementations pertinents. Si de telles lois et/ou réglementations n'existent pas ou ne sont pas encore disponibles, le Membre en informera le Comité et en expliquera les raisons. Le Comité est également convenu que ces notifications seraient traitées comme des documents en distribution non restreinte.

Le Comité a aussi adopté la décision ci-après concernant les gouvernements observateurs:

Tout gouvernement observateur fournira au Comité tous les renseignements qui lui paraîtront en rapport avec des questions relevant de l'Accord, y compris le texte de ses lois et réglementations relatives aux mesures de sauvegarde, ainsi que des renseignements sur les mesures de sauvegarde qu'il pourrait avoir prises. A la demande d'un Membre ou du gouvernement observateur lui-même, toute question figurant dans ces renseignements pourra être portée à l'attention du Comité après qu'un délai suffisant aura été ménagé aux gouvernements pour examiner lesdits renseignements.

Les lois et réglementations communiquées par les gouvernements observateurs en réponse à la présente invitation seront distribuées sous forme d'addenda au document G/SG/N/1.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/2

2 février 1995

(95-0186)

Comité des sauvegardes

NOTIFICATION DES MESURES PREEXISTANTES PRISES AU TITRE DE L'ARTICLE XIX

1. En vertu de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes, les Membres maintenant des mesures décrites à l'article 10 qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC doivent notifier ces mesures au Comité des sauvegardes, au plus tard 60 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, c'est-à-dire le 2 mars 1995 au plus tard.
2. Les Membres sont donc invités à notifier toutes les mesures de sauvegarde prises conformément à l'article XIX du GATT de 1947 qui existaient le 1er janvier 1995. Les notifications reçues en réponse à cette demande seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.
3. On trouvera ci-après des suggestions concernant la présentation de ces notifications au titre de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'ils doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes

Notification au Comité des sauvegardes d'une mesure décrite à l'article 10 qui existait le 1er janvier 1995

Note: Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

1. Indiquer la mesure prises au titre de l'article XIX du GATT de 1947.
2. Indiquer le produit visé par la mesure.
3. Indiquer la date à laquelle la mesure a été appliquée pour la première fois.
4. Indiquer la référence du document du GATT dans lequel la mesure a été notifiée pour la première fois aux PARTIES CONTRACTANTES.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/3

2 février 1995

(95-0187)

Comité des sauvegardes

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:7 DES MESURES VISEES PAR LA PROHIBITION ET L'ELIMINATION DE CERTAINES MESURES PREVUES A L'ARTICLE 11:1 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

1. En vertu de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes, les Membres maintenant des mesures décrites à l'article 11:1 qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC doivent notifier ces mesures au Comité des sauvegardes, au plus tard 60 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, c'est-à-dire le 2 mars 1995 au plus tard. Ces mesures sont celles qui sont visées par la "prohibition et [l']élimination de certaines mesures" prévues à l'article 11, c'est-à-dire les mesures spécifiées à l'article 11:1 b).
2. Les Membres sont donc invités à notifier toutes les mesures spécifiées à l'article 11:1 b) qui existaient le 1er janvier 1995. Les notifications reçues en réponse à cette demande seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.
3. On trouvera ci-après des suggestions concernant la présentation de ces notifications au titre de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'il doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes

Notification au Comité des sauvegardes des mesures décrites à l'article 11:1 b) qui existaient le 1er janvier 1995

Note: Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

1. Indiquer le type de mesure (voir les exemples donnés à l'article 11:1 b) et, dans la note de bas de page 4).
2. Indiquer quels sont les Membres concernés (voir l'exemple donné dans l'ANNEXE de l'Accord sur les sauvegardes).
3. Indiquer le produit visé par la mesure.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/4

2 février 1995

(95-0188)

Comité des sauvegardes

NOTIFICATION DE L'EXCEPTION AU TITRE DE L'ARTICLE 11:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

1. En vertu de l'article 11:2 de l'Accord sur les sauvegardes, toutes les mesures visées à l'article 11:1 b) doivent être éliminées progressivement ou rendues conformes à l'Accord par les Membres dans un délai de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à l'exception d'une mesure spécifique par Membre importateur pour laquelle le délai sera supérieur à quatre ans - c'est-à-dire qu'il ira jusqu'au 31 décembre 1999. En vertu de l'article 11:2 de l'Accord, une telle exception doit être mutuellement convenue entre les Membres directement concernés et notifiée au Comité des sauvegardes pour examen et acceptation dans les 90 jours à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, c'est-à-dire le 31 mars 1995 au plus tard.

2. Les Membres sont donc invités à notifier l'exception au titre de l'article 11:2 qui a été mutuellement convenue entre les Membres directement concernés. Les notifications reçues en réponse à cette demande seront distribuées sous forme d'addenda au présent document.

3. On trouvera ci-après des suggestions concernant la présentation de ces notifications au titre de l'article 11:2 de l'Accord sur les sauvegardes qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'ils doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre de l'article 11:2 de l'Accord sur les sauvegardes

Exception au titre de l'article 11:2 qui doit être mutuellement convenue entre les Membres directement concernés et notifiée au Comité des sauvegardes pour examen et acceptation dans les 90 jours à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC

Notes: a) Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes.

b) Il est rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

./.

- c) Cette exception doit être notifiée par le Membre qui importe le produit visé par la mesure décrite à l'article 11:1.
-
- 1. Indiquer le type de mesure (voir les exemples donnés à l'article 11:1 b) et dans la note de bas de page 4).
 - 2. Indiquer quels sont les Membres concernés (voir l'exemple donné dans l'ANNEXE de l'Accord sur les sauvegardes).
 - 3. Indiquer le produit visé par la mesure.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/5

7 février 1995

(95-0233)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 11:2 DE L'ACCORD SUR LES
SAUVEGARDES, DES CALENDRIERS ETABLIS POUR L'ELIMINATION
PROGRESSIVE DES MESURES VISEES A L'ARTICLE 11:1 B)
OU LEUR MISE EN CONFORMITE AVEC L'ACCORD

1. En vertu de l'article 11:2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'élimination progressive des mesures visées à l'article 11:1 b) doit se faire conformément à des calendriers que les Membres concernés présenteront au Comité des sauvegardes au plus tard 180 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 1995. Ces calendriers prévoiront que toutes les mesures visées à l'article 11:1 b) seront éliminées progressivement ou rendues conformes à l'Accord sur les sauvegardes dans un délai ne dépassant pas quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à l'exception d'une mesure spécifique au maximum par Membre importateur, qui ne sera pas maintenue au-delà du 31 décembre 1999.

2. Les demandes de notifications concernant les mesures visées à l'article 11:1 b) et l'exception au titre de l'article 11:2, à savoir "une mesure spécifique au maximum par Membre importateur, qui ne sera pas maintenue au-delà du 31 décembre 1999", ont déjà été distribuées sous les cotes G/SG/N/3 et 4. S'agissant des calendriers à fournir au titre de l'article 11:2, on trouvera ci-après des suggestions concernant leur présentation qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'ils doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre
de l'article 11:2 de l'Accord sur les sauvegardes

Notification des calendriers à présenter au Comité des sauvegardes dans les 180 jours
suivant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC en ce qui concerne l'élimination
des mesures visées à l'article 11:1 b) ou leur mise en conformité
avec l'Accord sur les sauvegardes

Note: Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

1. Indiquer le type de mesure (voir les exemples donnés à l'article 11:1 b) et dans la note de bas de page 4).

2. Indiquer quels sont les Membres concernés (voir l'exemple donné dans l'ANNEXE de l'Accord sur les sauvegardes)
3. Indiquer le produit visé par la mesure
4. Indiquer le calendrier établi pour l'élimination de la mesure ou sa mise en conformité avec l'Accord sur les sauvegardes. De tels calendriers devraient être présentés au Comité des sauvegardes tant pour les mesures qui doivent être éliminées progressivement ou rendues conformes à l'Accord sur les sauvegardes dans un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC que pour la "mesure spécifique par Membre importateur, qui ne sera pas maintenue au-delà du 31 décembre 1999" (article 11:2).

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/6

7 février 1995

(95-0234)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

1. En vertu de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, un Membre doit notifier immédiatement au Comité des sauvegardes l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et les raisons de cette action.

2. Etant donné qu'une notification doit être présentée immédiatement à l'ouverture d'une enquête et qu'il est possible que certains Membres aient à présenter une telle notification avant que le Comité des sauvegardes ait eu un quelconque débat au sujet du mode de présentation pertinent, on trouvera ci-après des suggestions concernant la présentation de ces notifications au titre de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes qui doivent aider les Membres à mieux voir le type de renseignements qu'ils doivent présenter dans leurs notifications et permettre d'obtenir des réponses homogènes des différents Membres.

Mode de présentation suggéré des notifications au titre de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes

Notification au Comité des sauvegardes de l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et des raisons de cette action

Note: Le mode de présentation suggéré est sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

1. Indiquer la date à laquelle l'enquête a été ouverte.
2. Indiquer le produit faisant l'objet de l'enquête.
3. Indiquer les raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte, par exemple:
 - i) L'enquête a-t-elle été ouverte à la suite d'une demande présentée par la branche de production nationale?
 - ii) Eléments de preuve sur la base desquels l'enquête a été ouverte.
 - iii) Eléments de preuve, le cas échéant, de l'existence de circonstances critiques dans lesquelles un délai causerait un tort difficilement réparable.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/1

1er juillet 1996

(96-2500)

Comité des sauvegardes

MODES DE PRESENTATION DE CERTAINES NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

Note du Secrétariat

Le présent document contient des modèles de présentation pour certaines notifications exigées par l'Accord sur les sauvegardes, qui figuraient déjà dans le document G/SG/W/1. Ces modèles ont été approuvés par le Comité à sa réunion du 24 février 1995 (voir document G/SG/M/1, paragraphes 35 et 36). Certaines parties du document G/SG/W/1 ont déjà été distribuées sous les cotes G/SG/N/1 à N/6. Le présent document contient donc seulement les modes de présentation figurant dans le document G/SG/W/1 qui n'ont pas encore été distribués en tant que documents du Comité des sauvegardes. La note introductive faisait déjà partie du document G/SG/W/1.

Note: Les modes de présentation suggérés sont sans préjudice de l'interprétation que les organes compétents pourraient donner des dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes. Il est par ailleurs rappelé aux Membres que l'article 12:11 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit ce qui suit: "Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

I. Notifications au titre de l'article 9, note de bas de page 2

Notification au Comité des sauvegardes de la non-application d'une mesure de sauvegarde à des pays en développement au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes

Note: Outre les renseignements communiqués par les Membres de l'OMC au sujet des mesures prises au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, le document distribué aux Membres comprendra également les références des documents de l'OMC dans lesquels les notifications correspondantes au titre de l'article 12:1 b) et c) sont distribuées aux Membres de l'OMC. Les références des notifications correspondantes au titre de l'article 12:1 b) et c) seront fournies par le Secrétariat, étant donné que ces notifications pourront paraître simultanément avec la notification au titre de l'article 9, note de bas de page 2, et que le Membre adressant la notification n'aura peut-être pas de renseignements sur les références des documents correspondants de l'OMC.

1. Indiquer la mesure.
2. Indiquer le produit visé par la mesure.

3. Indiquer les pays en développement auxquels la mesure n'est pas appliquée au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et la part individuelle et collective de ces pays dans les importations.

4. Par la suite, s'il y a une modification de la liste des pays en développement exemptés de la mesure de sauvegarde conformément à l'article 9:1, notifier:

- i) la référence du document de l'OMC notifiant aux Membres la mesure initiale prise au titre de la note de bas de page 2 relative à l'article 9:1;
- ii) le cas échéant, les noms des pays qui sont retirés de la liste des pays en développement auxquels la mesure de sauvegarde ne s'applique pas conformément à l'article 9:1, la liste des pays qui restent sur cette liste, les parts individuelles et collectives, dans les importations, des pays en développement qui restent sur la liste et la date à laquelle la mesure de sauvegarde s'applique aux pays retirés de la liste;
- iii) le cas échéant, les noms des pays qui sont ajoutés à la liste des pays en développement auxquels la mesure de sauvegarde ne s'applique pas conformément à l'article 9:1, la liste de tous les pays figurant sur cette liste, les parts individuelles et collectives, dans les importations, des pays en développement figurant sur la liste et la date à laquelle la mesure de sauvegarde ne s'applique pas aux pays qui sont ajoutés à la liste.

II. Notifications au titre de l'article 12:1 b) et c)

Notification au Comité des sauvegardes de la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations; notification de la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde

- Notes:
- 1) Les notifications au titre de l'article 12:1 b) et c) doivent être adressées "immédiatement" lors de la "constatation" ou de la "décision". Il est possible que le moment de la "constatation" et de la "décision" diffère au point que les notifications au titre de l'article 12:1 b) pourraient être adressées séparément des notifications au titre de l'article 12:1 c). Dans ce cas, il est possible que certains renseignements demandés dans le modèle ne soient pas disponibles lorsqu'une notification au titre de l'article 12:1 b) est adressée. Si des renseignements sur une question quelconque ne sont pas disponibles lorsqu'une notification au titre de l'article 12:1 b) est adressée, prière de l'indiquer en mentionnant "non disponible" dans la rubrique pertinente du modèle suggéré ci-après.
 - 2) Si les notifications concernant l'article 12:1 b) et c) sont adressées séparément, indiquer la référence de la notification au titre de l'article 12:1 b) dans la notification au titre de l'article 12:1 c).

1. Indiquer les éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations.

2. Donner des renseignements indiquant s'il y a un accroissement des importations dans l'absolu ou un accroissement des importations par rapport à la production nationale (voir également l'article 2:1 à ce sujet).

3. Donner la désignation précise du produit en cause.

4. Donner la désignation précise de la mesure projetée.
5. Indiquer la date projetée pour l'introduction de la mesure.
6. Indiquer la durée probable de la mesure.
7. Pour une mesure d'une durée de plus de trois ans, indiquer la date projetée pour le réexamen (au titre de l'article 7:4) qui devra avoir lieu au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure, si cette date de réexamen a déjà été fixée.
8. Si la durée prévue dépasse un an, indiquer le calendrier prévu pour la libéralisation progressive de la mesure.
9. Si la mesure est prorogée, indiquer également:
 - i) les éléments de preuve selon lesquels la branche de production concernée procède à des ajustements et selon lesquels la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave;
 - ii) la référence du document de l'OMC notifiant l'application initiale de la mesure;
 - iii) la durée de la mesure depuis l'application initiale jusqu'à la date à laquelle elle sera prorogée; et
 - iv) la désignation précise de la mesure en vigueur avant la date de prorogation (à ce sujet, noter que la dernière phrase de l'article 7:4 dispose ce qui suit: "Une mesure dont la durée sera prorogée conformément au paragraphe 2 ne sera pas plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période initiale et devrait continuer d'être libéralisée.").

III. Notifications au titre de l'article 12:4

Notification au Comité des sauvegardes avant de prendre une mesure de sauvegarde provisoire visée à l'article 6

1. Indiquer le produit visé par la mesure de sauvegarde provisoire projetée.
2. Indiquer la mesure de sauvegarde provisoire projetée.
3. Indiquer la date projetée d'introduction de la mesure de sauvegarde provisoire.
4. Indiquer la durée prévue de la mesure de sauvegarde provisoire, si une décision sur la durée de la mesure a été prise.
5. Indiquer sur quelle base:
 - i) il a été déterminé à titre préliminaire, comme le prévoit l'article 6, qu'un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave; et
 - ii) il a été déterminé qu'il y a des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer.

IV. Notifications au titre de l'article 12:5

- a) Notification immédiate au Conseil du commerce des marchandises des résultats des consultations visées à l'article 12, à savoir les consultations préalables au titre de l'article 12:3 ou les consultations au titre de l'article 12:4 engagées immédiatement après que la mesure de sauvegarde provisoire a été prise

Note: La notification des résultats des consultations visées à l'article 12 devrait, si possible, être adressée conjointement par le Membre qui prend la mesure de sauvegarde et le Membre qui demande des consultations au titre de l'article 12:3 ou 12:4.

1. Indiquer la disposition au titre de laquelle des consultations ont eu lieu (à savoir l'article 12:3 ou 12:4).
2. Indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde au sujet de laquelle des consultations ont eu lieu au titre de l'article 12:3 ou 12:4.
3. Indiquer les Membres participant aux consultations ainsi que la période pendant laquelle les consultations ont eu lieu.
4. Décrire les résultats des consultations.

- b) Notification immédiate au Conseil du commerce des marchandises des résultats des réexamens de milieu de période d'application visés au paragraphe 4 de l'article 7

1. Indiquer la mesure et le produit visé par la mesure pour lesquels le réexamen de milieu de période d'application a été effectué et indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde visée par le réexamen.
2. Indiquer les dates du début et de la fin du réexamen.
3. Décrire les résultats du réexamen, en indiquant de manière assez détaillée sur quelle base ces résultats ont été obtenus.
4. Indiquer si:
 - i) la mesure a été, ou sera, retirée à la suite du réexamen. Dans l'affirmative, indiquer alors la date du retrait; et
 - ii) le rythme de la libéralisation a été, ou sera, accéléré à la suite du réexamen. Dans l'affirmative, indiquer alors le calendrier révisé pour la libéralisation progressive.

- c) Notification immédiate au Conseil du commerce des marchandises de toute forme de compensation visée au paragraphe 1 de l'article 8

Note: Cette notification devrait, si possible, être adressée conjointement par le Membre prenant la mesure de sauvegarde et le(s) Membre(s) consentant à une compensation commerciale au titre de l'article 8:1

1. Indiquer la mesure et le produit visé par la mesure au sujet desquels il y a eu un accord sur un moyen adéquat de compensation commerciale au titre de l'article 8:1 et indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde.

2. Indiquer quel(s) Membre(s) a(ont) consenti à la compensation commerciale au titre de l'article 8:1.
3. Décrire la compensation commerciale à laquelle a consenti chacun des Membres concernés.
4. Indiquer la date à partir de laquelle la compensation s'appliquera pour les Membres concernés.
- d) Notification immédiate au Conseil du commerce des marchandises de la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée au paragraphe 2 de l'article 8

Note: Cette notification doit être adressée par le Membre qui projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2.

1. Indiquer quel Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2.
2. Indiquer la mesure, le produit visé par la mesure, le document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde, et le Membre imposant la mesure à l'égard duquel le Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2.
3. Décrire la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2 et indiquer la date projetée à partir de laquelle elle prendra effet.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/2

1er juillet 1996

(96-2501)

Comité des sauvegardes

NOTE DU SECRETARIAT

A sa réunion extraordinaire du 6 mai 1996, le Comité des sauvegardes a approuvé le modèle de notification ci-après, qui doit être utilisé par les Membres qui mettent fin à des enquêtes en matière de sauvegardes sans imposer de mesures de sauvegarde (par exemple en raison d'une constatation négative de l'existence d'un dommage ou d'un lien de causalité). Ce modèle a été élaboré conformément à la décision du Comité, prise à sa réunion ordinaire du 6 novembre 1995, d'instituer ces notifications.

Renseignements à notifier au Comité lorsqu'une enquête en matière de sauvegardes est close sans qu'une mesure soit imposée

1. Indiquer le produit faisant l'objet de l'enquête.
2. Indiquer le document de l'OMC contenant la notification de l'ouverture de l'enquête.
3. Indiquer la date à laquelle il a été mis fin à l'enquête.
4. Indiquer la (les) raison(s) de la clôture de l'enquête (par exemple retrait de la demande; détermination négative de l'existence d'un dommage; détermination négative de l'existence d'un lien de causalité, etc.).
5. Donner la référence de l'avis au public concernant la clôture de l'enquête (titre du journal officiel du Membre auteur de la notification, date et numéro de la page à laquelle l'avis est reproduit dans le journal).
6. Donner tout autre renseignement que le Membre auteur de la notification juge pertinent.

SG-IV

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

EXEMPLES FICTIFS

EXEMPLES FICTIFS DE NOTIFICATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Cas n° 1: Votre pays n'a pas de lois ni de réglementations relatives aux mesures de sauvegarde.

Une simple lettre indiquant ce fait est suffisante.¹

EXEMPLE:

"Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] notifie au Comité des sauvegardes qu'il n'a pas de lois ni de réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord."

Cas n° 2: Votre pays n'a pas de lois ni de réglementations spécifiques relatives aux mesures de sauvegarde, MAIS l'Accord est a) incorporé au droit interne ou b) a force de loi.

La notification devrait indiquer soit a) soit b), et, dans le cas a), elle devrait être accompagnée d'un exemplaire de l'instrument juridique interne éventuel incorporant l'Accord au droit interne.

EXEMPLES:

a) "Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] notifie au Comité des sauvegardes qu'il n'a pas de lois ni de réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord. Ce dernier a été incorporé au droit interne en vertu de la Loi n° ____ du [date], publiée au Journal officiel le [date]. On trouvera ci-joint un exemplaire de cette loi."

b) "Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] notifie au Comité des sauvegardes qu'il n'a pas de lois ni de réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord. Ce dernier a force de loi en [nom du Membre]."

Cas n° 3: Votre pays n'a pas de lois ni de réglementations relatives aux mesures de sauvegarde, MAIS ces lois et/ou réglementations sont en cours d'élaboration.

La notification devrait indiquer ce fait et indiquer une date estimative à laquelle ces lois et/ou réglementations prendront effet et seront notifiées au Comité.

EXEMPLE:

"Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] notifie au Comité des sauvegardes qu'il n'a pas de lois ni de réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord. Ces lois et/ou réglementations sont actuellement en cours d'élaboration et leur promulgation est prévue pour [mois, année], date à laquelle elles seront traduites dans une langue de l'OMC et notifiées au Comité."

¹Le fait qu'il n'y ait pas de lois ni de réglementations relatives aux mesures de sauvegarde au moment où la notification est présentée ne signifie pas qu'une telle législation ne peut être adoptée à l'avenir et ne restreint aucunement le droit du Membre d'en élaborer une.

Cas n° 4: Il existe actuellement des lois et/ou réglementations relatives aux mesures de sauvegarde dans votre pays.

Le Membre devrait communiquer au Comité, en anglais, espagnol ou français, le texte intégral des lois et/ou réglementations, *quelle que soit* leur date de promulgation.

Cas n° 5: Il existe actuellement des lois et/ou réglementations relatives aux mesures de sauvegarde dans votre pays, MAIS le texte de ces lois et/ou réglementations est rédigé dans une langue autre que l'anglais, l'espagnol ou le français.

Le Membre devrait traduire le texte en anglais, espagnol ou français et communiquer *l'intégralité du texte traduit* au Comité. Dans l'intervalle, une lettre indiquant l'existence de ces lois et/ou réglementations, et la date à laquelle le Comité peut s'attendre à recevoir le texte traduit, devrait être adressée au Comité.

EXEMPLE:

"Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] notifie au Comité des sauvegardes qu'il a des lois et/ou réglementations en rapport avec les dispositions de l'Accord. Ces lois et/ou réglementations sont actuellement en cours de traduction en [anglais] [espagnol] [français], et il est prévu que le texte intégral sera notifié au Comité en [mois, année]."

Cas n° 6: Il existe actuellement des lois et/ou réglementations relatives aux mesures de sauvegarde dans votre pays, MAIS de nouvelles lois et/ou réglementations sont en cours d'élaboration.

Le Membre devrait communiquer au Comité le texte intégral des lois et/ou réglementations existantes en anglais, espagnol ou français, *quelle que soit* leur date de promulgation. En outre, une lettre indiquant que de nouvelles lois et/ou réglementations sont en cours d'élaboration et indiquant une date estimative à laquelle ces lois et/ou réglementations prendront effet et seront notifiées au Comité, devrait être adressée à ce dernier.

EXEMPLE:

"Eu égard à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement de [nom du Membre] communique les lois et/ou réglementations ci-jointes en rapport avec les dispositions de l'Accord. En outre, le gouvernement de [nom du Membre] souhaite informer le Comité que de nouvelles lois et/ou réglementations sont actuellement en cours d'élaboration. La promulgation est prévue pour [mois, année], date à laquelle elles seront traduites dans une langue de l'OMC et notifiées au Comité."

SG-V

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

TEXTE DE L'ACCORD

ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

Les *Membres*,

Considérant l'objectif général des Membres qui est d'améliorer et de renforcer le système de commerce international fondé sur le GATT de 1994,

Reconnaissant la nécessité de clarifier et de renforcer les disciplines du GATT de 1994, et en particulier celles de l'article XIX (Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers), de rétablir un contrôle multilatéral sur les sauvegardes et d'éliminer les mesures qui échappent à ce contrôle,

Reconnaissant l'importance de l'ajustement structurel et la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence sur les marchés internationaux, et

Reconnaissant, en outre, qu'à ces fins un accord portant sur tous les aspects des sauvegardes, qui soit applicable à tous les Membres et fondé sur les principes de base du GATT de 1994, est nécessaire,

Conviennt de ce qui suit:

Article premier

Disposition générale

Le présent accord établit des règles pour l'application des mesures de sauvegarde, qui s'entendent des mesures prévues à l'article XIX du GATT de 1994.

Article 2

Conditions

1. Un Membre¹ ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après, que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.
2. Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance.

¹Une union douanière pourra appliquer une mesure de sauvegarde en tant qu'entité ou pour le compte d'un Etat membre. Lorsqu'une union douanière appliquera une mesure de sauvegarde en tant qu'entité, toutes les prescriptions pour la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave au titre du présent accord seront fondées sur les conditions existant dans l'ensemble de l'union douanière. Lorsqu'une mesure de sauvegarde sera appliquée pour le compte d'un Etat membre, toutes les prescriptions pour la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave seront fondées sur les conditions existant dans cet Etat membre et la mesure sera limitée à cet Etat membre. Aucune disposition du présent accord ne préjuge l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994.

Article 3

Enquête

1. Un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde qu'à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes de ce Membre selon des procédures préalablement établies et rendues publiques conformément à l'article X du GATT de 1994. Cette enquête comprendra la publication d'un avis destiné à informer raisonnablement toutes les parties intéressées, ainsi que des auditions publiques ou autres moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées pourraient présenter des éléments de preuve et leurs vues et, notamment, avoir la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties et de faire connaître leurs vues, entre autres choses, sur le point de savoir si l'application d'une mesure de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public. Les autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents.

2. Tous les renseignements qui seront de nature confidentielle ou qui seront fournis à titre confidentiel seront, sur exposé des raisons, traités comme tels par les autorités compétentes. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis. Il pourra être demandé aux parties qui auront fourni des renseignements confidentiels d'en donner un résumé non confidentiel ou, si lesdites parties indiquent que ces renseignements ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Toutefois, si les autorités compétentes estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la partie concernée ne veut pas rendre les renseignements publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, elles pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects.

Article 4

*Détermination de l'existence d'un dommage grave
ou d'une menace de dommage grave*

1. Aux fins du présent accord:
 - a) l'expression "dommage grave" s'entend d'une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale;
 - b) l'expression "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence évidente d'un dommage grave conformément aux dispositions du paragraphe 2. La détermination de l'existence d'une menace de dommage grave se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités; et
 - c) aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage, l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire d'un Membre, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.
2. a) Au cours de l'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale au regard des dispositions du présent accord, les autorités compétentes évalueront tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, le rythme d'accroissement

des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.

b) La détermination dont il est question à l'alinéa a) n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations.

c) Les autorités compétentes publieront dans les moindres délais, conformément aux dispositions de l'article 3, une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés.

Article 5

Application des mesures de sauvegarde

1. Un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Si une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave. Les Membres devraient choisir les mesures qui conviennent le mieux pour réaliser ces objectifs.

2. a) Dans les cas où un contingent est réparti entre des pays fournisseurs, le Membre appliquant les restrictions pourra chercher à se mettre d'accord, au sujet de la répartition des parts du contingent, avec tous les autres Membres ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit considéré. Dans les cas où cette méthode ne sera raisonnablement pas applicable, le Membre concerné attribuera aux Membres ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit des parts calculées sur la base des proportions, fournies par ces Membres pendant une période représentative précédente, de la quantité ou de la valeur totale des importations du produit, tout facteur spécial qui pourrait avoir affecté ou pourrait affecter le commerce du produit étant dûment pris en compte.

b) Un Membre pourra déroger aux dispositions de l'alinéa a) à condition que des consultations au titre du paragraphe 3 de l'article 12 soient menées sous les auspices du Comité des sauvegardes visé au paragraphe 1 de l'article 13 et qu'il soit clairement démontré à celui-ci i) que les importations en provenance de certains Membres se sont accrues d'un pourcentage disproportionné par rapport à l'accroissement total des importations du produit considéré pendant la période représentative, ii) que les raisons pour lesquelles il est dérogé aux dispositions de l'alinéa a) sont valables et iii) que les conditions de cette dérogation sont équitables pour tous les fournisseurs du produit considéré. La durée de toute mesure de ce genre ne sera pas prolongée au-delà de la période initiale prévue au paragraphe 1 de l'article 7. La dérogation susmentionnée ne sera pas autorisée en cas de menace de dommage grave.

Article 6

Mesures de sauvegarde provisoires

Dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, un Membre pourra prendre une mesure de sauvegarde provisoire après qu'il aura été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave. La durée de la mesure provisoire ne dépassera pas 200 jours; pendant cette période, il sera satisfait aux prescriptions pertinentes énoncées aux articles 2 à 7 et 12. Ces mesures devraient prendre la forme d'une majoration des droits de douane, qui seront remboursés dans les moindres délais s'il n'est pas déterminé dans l'enquête ultérieure visée au paragraphe 2 de l'article 4 qu'un accroissement des importations a causé ou menacé de causer un dommage grave à une branche de production nationale. La durée de ces mesures provisoires sera comptée pour une partie de la période initiale et de toute prorogation visée aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 7.

Article 7

Durée et réexamen des mesures de sauvegarde

1. Un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Cette période ne dépassera pas quatre ans, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément au paragraphe 2.
2. La période mentionnée au paragraphe 1 pourra être prorogée, à condition que les autorités compétentes du Membre importateur aient déterminé, conformément aux procédures énoncées aux articles 2, 3, 4 et 5, que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production procède à des ajustements, et à condition que les dispositions pertinentes des articles 8 et 12 soient observées.
3. La période d'application totale d'une mesure de sauvegarde, y compris la période d'application de toute mesure provisoire, la période d'application initiale et sa prorogation éventuelle, ne dépassera pas huit ans.
4. Afin de faciliter l'ajustement dans le cas où la durée prévue d'une mesure de sauvegarde notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 dépasse un an, le Membre qui applique ladite mesure la libéralisera progressivement, à intervalles réguliers, pendant la période d'application. Si la durée de la mesure dépasse trois ans, le Membre qui applique la mesure réexaminera la situation au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure et, si cela est approprié, retirera cette mesure ou accélérera le rythme de la libéralisation. Une mesure dont la durée sera prorogée conformément au paragraphe 2 ne sera pas plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période initiale et devrait continuer d'être libéralisée.
5. Aucune mesure de sauvegarde ne sera de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une telle mesure, prise après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, pendant une période égale à celle durant laquelle cette mesure aura été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins deux ans.
6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 5, une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 jours ou moins pourra être appliquée de nouveau à l'importation d'un produit:
 - a) si un an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction d'une mesure de sauvegarde visant l'importation de ce produit; et

- b) si une telle mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

Article 8

Niveau de concessions et d'autres obligations

1. Un Membre qui projette d'appliquer une mesure de sauvegarde ou qui cherche à en proroger une s'efforcera de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994 entre lui et les Membres exportateurs qui seraient affectés par cette mesure, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 12. En vue d'atteindre cet objectif, les Membres concernés pourront convenir de tout moyen adéquat pour compenser au plan commercial les effets défavorables de la mesure sur leurs échanges commerciaux.
2. Si aucun accord n'intervient dans les 30 jours lors des consultations menées au titre du paragraphe 3 de l'article 12, il sera loisible aux Membres exportateurs affectés de suspendre, dans un délai de 90 jours à compter de l'application de cette mesure et à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de celui où le Conseil du commerce des marchandises aura reçu un avis écrit l'informant de cette suspension, l'application au commerce du Membre qui applique cette mesure de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant du GATT de 1994, dont la suspension ne donne lieu à aucune objection de la part du Conseil du commerce des marchandises.
3. Le droit de suspension visé au paragraphe 2 ne sera pas exercé pendant les trois premières années d'application d'une mesure de sauvegarde, à condition que cette mesure ait été prise par suite d'un accroissement des importations en termes absolus et qu'elle soit conforme aux dispositions du présent accord.

Article 9

Pays en développement Membres

1. Des mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne dépassera pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement Membres dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré.²
2. Un pays en développement Membre aura le droit de proroger la période d'application d'une mesure de sauvegarde pendant deux ans au plus au-delà du délai maximal prévu au paragraphe 3 de l'article 7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 7, un pays en développement Membre aura le droit d'appliquer de nouveau une mesure de sauvegarde à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une telle mesure, prise après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, après une période égale à la moitié de celle durant laquelle cette mesure aura été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins deux ans.

²Un Membre notifiera immédiatement au Comité des sauvegardes une mesure prise au titre du paragraphe 1 de l'article 9.

Article 10

Mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX

Les Membres mettront un terme à toutes les mesures de sauvegarde prises au titre de l'article XIX du GATT de 1947 qui existaient à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC dans un délai de huit ans à compter de la date à laquelle elles ont été appliquées pour la première fois, ou de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC si ce délai expire plus tard.

Article 11

Prohibition et élimination de certaines mesures

1. a) Un Membre ne prendra ni ne cherchera à prendre de mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers, telles qu'elles sont définies à l'article XIX du GATT de 1994, que si de telles mesures sont conformes aux dispositions de cet article appliquées conformément aux dispositions du présent accord.

b) En outre, un Membre ne cherchera pas à prendre, ne prendra ni ne maintiendra de mesure d'autolimitation des exportations, d'arrangement de commercialisation ordonnée ou toute autre mesure similaire à l'exportation ou à l'importation.^{3, 4} Sont incluses les mesures prises par un seul Membre et celles qui relèvent d'accords, d'arrangements et de mémorandums d'accord signés par deux Membres ou plus. Toute mesure de ce genre qui sera en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC sera rendue conforme au présent accord ou éliminée progressivement, conformément aux dispositions du paragraphe 2.

c) Le présent accord ne s'applique pas aux mesures qu'un Membre cherchera à prendre, prendra ou maintiendra en vertu de dispositions du GATT de 1994 autres que l'article XIX et d'Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A autres que le présent accord, ou en vertu de protocoles et d'accords ou d'arrangements conclus dans le cadre du GATT de 1994.

2. L'élimination progressive des mesures visées au paragraphe 1 b) se fera conformément à des calendriers que les Membres concernés présenteront au Comité des sauvegardes au plus tard 180 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Ces calendriers prévoiront que toutes les mesures visées au paragraphe 1 seront éliminées progressivement ou rendues conformes au présent accord dans un délai ne dépassant pas quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, à l'exception d'une mesure spécifique au maximum par Membre importateur⁵, qui ne sera pas maintenue au-delà du 31 décembre 1999. Toute exception de ce genre devra être mutuellement convenue entre les Membres directement concernés et notifiée au Comité des sauvegardes pour examen et acceptation dans les 90 jours à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. L'Annexe du présent accord indique une mesure dont il a été convenu qu'elle relevait de cette exception.

³Un contingent d'importation appliqué en tant que mesure de sauvegarde conformément aux dispositions pertinentes du GATT de 1994 et du présent accord pourra, par accord mutuel, être administré par le Membre exportateur.

⁴Exemples de mesures similaires: modération des exportations, systèmes de surveillance des prix à l'exportation ou à l'importation, surveillance des exportations ou des importations, cartels d'importation imposés et régimes de licences d'exportation ou d'importation discrétionnaires qui assurent une protection.

⁵La seule exception de ce genre à laquelle les Communautés européennes ont droit est indiquée dans l'Annexe du présent accord.

3. Les Membres n'encourageront ni ne soutiendront l'adoption ou le maintien en vigueur, par des entreprises publiques et privées, de mesures non gouvernementales équivalentes à celles qui sont visées au paragraphe 1.

Article 12

Notification et consultations

1. Un Membre notifiera immédiatement au Comité des sauvegardes:
 - a) l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et les raisons de cette action;
 - b) la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations; et
 - c) la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde.
2. Lorsqu'il adressera les notifications visées au paragraphe 1 b) et 1 c), le Membre qui projette d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde communiquera au Comité des sauvegardes tous les renseignements pertinents, qui comprendront les éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations, la désignation précise du produit en cause et de la mesure projetée, la date projetée pour l'introduction de la mesure, sa durée probable et le calendrier établi pour sa libéralisation progressive. En cas de prorogation d'une mesure, des éléments de preuve selon lesquels la branche de production concernée procède à des ajustements seront également fournis. Le Conseil du commerce des marchandises ou le Comité des sauvegardes pourra demander au Membre qui projette d'appliquer ou de proroger la mesure les renseignements additionnels qu'il jugera nécessaires.
3. Un Membre qui projette d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde ménagera des possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, afin, entre autres choses, d'examiner les renseignements communiqués au titre du paragraphe 2, d'échanger des vues au sujet de la mesure et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1 de l'article 8.
4. Un Membre adressera une notification au Comité des sauvegardes avant de prendre une mesure de sauvegarde provisoire visée à l'article 6. Les consultations commenceront immédiatement après que la mesure aura été prise.
5. Les résultats des consultations visées dans le présent article, ainsi que les résultats des réexamens de milieu de période d'application visés au paragraphe 4 de l'article 7, toute forme de compensation visée au paragraphe 1 de l'article 8 et les suspensions projetées de concessions et d'autres obligations visées au paragraphe 2 de l'article 8, seront notifiés immédiatement au Conseil du commerce des marchandises par les Membres concernés.
6. Les Membres notifieront dans les moindres délais au Comité des sauvegardes leurs lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de sauvegarde, ainsi que toutes modifications qui y seront apportées.
7. Les Membres maintenant des mesures décrites à l'article 10 et au paragraphe 1 de l'article 11 qui existeront à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC notifieront ces mesures au Comité des sauvegardes, au plus tard 60 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

8. Tout Membre pourra notifier au Comité des sauvegardes toutes les lois, réglementations et procédures administratives et toute mesure ou décision visée par le présent accord qui n'auront pas été notifiées par d'autres Membres qui sont tenus de le faire en vertu du présent accord.
9. Tout Membre pourra notifier au Comité des sauvegardes toute mesure non gouvernementale visée au paragraphe 3 de l'article 11.
10. Toutes les notifications au Conseil du commerce des marchandises visées dans le présent accord seront normalement faites par l'intermédiaire du Comité des sauvegardes.
11. Les dispositions du présent accord en matière de notification n'obligeront pas un Membre à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées.

Article 13

Surveillance

1. Il est institué un Comité des sauvegardes, placé sous l'autorité du Conseil du commerce des marchandises, auquel pourra participer tout Membre qui en exprimera le désir. Le Comité aura les fonctions suivantes:
 - a) suivre la mise en oeuvre générale du présent accord, présenter chaque année au Conseil du commerce des marchandises un rapport sur cette mise en oeuvre et faire des recommandations à l'effet de l'améliorer;
 - b) vérifier, à la demande d'un Membre affecté, si les règles de procédure du présent accord ont été respectées relativement à une mesure de sauvegarde, et rendre compte de ses constatations au Conseil du commerce des marchandises;
 - c) aider les Membres, s'ils le demandent, dans leurs consultations au titre des dispositions du présent accord;
 - d) examiner les mesures visées à l'article 10 et au paragraphe 1 de l'article 11, suivre l'élimination progressive de ces mesures et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises selon qu'il sera approprié;
 - e) examiner, à la demande du Membre qui prend une mesure de sauvegarde, si les suspensions projetées de concessions ou d'autres obligations sont "substantiellement équivalentes", et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises selon qu'il sera approprié;
 - f) recevoir et examiner toutes les notifications prévues dans le présent accord et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises selon qu'il sera approprié; et
 - g) s'acquitter de toute autre fonction en rapport avec le présent accord que le Conseil du commerce des marchandises pourra décider.
2. Pour aider le Comité à s'acquitter de sa fonction de surveillance, le Secrétariat élaborera chaque année un rapport factuel sur le fonctionnement du présent accord, en se fondant sur les notifications et autres renseignements fiables dont il disposera.

Article 14

Règlement des différends

Les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, s'appliqueront aux consultations et au règlement des différends relevant du présent accord.

ANNEXE

EXCEPTION VISEE AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 11

Membres concernés	Produits	Date d'expiration
CE/Japon	Voitures particulières, véhicules tout terrain, véhicules utilitaires légers, camions légers (jusqu'à 5 tonnes) et mêmes véhicules entièrement en pièces détachées.	31 décembre 1999